



Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Ile-de-France

Dossier
mensuel
de
conjoncture

Direccte Direction régionale des entreprises,
de la concurrence, de la consommation,
ÎLE-DE-FRANCE du travail et de l'emploi

4 juillet 2014

Présentation

- *Ce diaporama vous est adressé en début de mois.*
- *Il présente, sous forme de graphiques et de commentaires synthétiques, les évolutions les plus récentes de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques*
- *Ce document a vocation à compléter, sur un champ plus large, notre publication mensuelle commune avec Pôle emploi sur le marché du travail en Île-de-France, diffusée quelques jours auparavant.*
- *Vous continuerez à recevoir, par ailleurs, notre publication trimestrielle « Bref Île-de-France » qui propose des analyses plus détaillées sur le fonctionnement du marché du travail francilien.*
- *N'hésitez pas à nous adresser par courriel vos remarques sur ce diaporama :*

dr-idf.statistiques@direccte.gouv.fr

- **Prochaine édition** de la synthèse mensuelle sur le marché du travail et l'emploi en Île-de-France : 1^{er} août 2014.

SOMMAIRE

◆ **Synthèse régionale**

- *Page 4*

◆ **Marché du travail**

- *Page 5 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois*
- *Page 6 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par département*
- *Page 7 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par sexe*
- *Page 8 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par âge*
- *Page 9 : demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an et bénéficiaires du RSA*
- *Page 10 : flux d'entrées et de sorties de Pôle emploi*
- *Page 11 : taux de chômage (Insee)*

◆ **Emploi**

- *Page 12 : offres d'emploi confiées à Pôle emploi*
- *Page 13 : évolution récente de l'intérim*
- *Page 14 : évolution récente de l'emploi salarié*

◆ **Accompagnement des mutations économiques**

- *Page 16 : activité partielle*
- *Page 17 : procédures de licenciement collectif*

Synthèse régionale

MARCHE DU TRAVAIL

En mai 2014, le nombre d'inscrits à Pôle emploi n'ayant eu aucune activité (cat. A) a augmenté de +0,8 % en Île-de-France (données CVS) et de +0,7 % en France métropolitaine. Si on inclut les demandeurs d'emploi ayant eu une activité réduite (cat. ABC), le nombre d'inscrits a crû de +0,3 % dans la région, contre +0,7 % en France métropolitaine.

Sur un an, la hausse en catégorie ABC a atteint +6,3 % en Île-de-France, contre +4,8 % en France métropolitaine.

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A reprend au mois de mai le rythme de hausse soutenue observé depuis le début de l'année en région francilienne. Cependant, la hausse est plus modérée en catégorie ABC, contrairement au mois précédent.

On observe en mai des évolutions différentes selon le sexe, avec une hausse de seulement +0,2 % des demandeuses d'emploi de catégorie ABC, alors qu'elle atteint +0,5 % chez les hommes. La différence est encore plus nette en catégorie A (+1,2 % pour les hommes et +0,5 % chez les femmes).

La demande d'emploi des jeunes franciliens en catégorie ABC a baissé de -0,4 % au mois de mai, alors qu'on observe une hausse de +0,6 % au niveau national.

Au premier trimestre 2014, le taux de chômage francilien représente 8,6 % de la population active, stable par rapport au trimestre précédent.

EMPLOI

L'emploi salarié régional dans les secteurs principalement marchands est resté stable au 1^{er} trimestre 2014, alors qu'il baisse légèrement en France métropolitaine. En un an, l'emploi progresse de +0,2 % en région francilienne, alors qu'il baisse de -0,3 % en France métropolitaine.

MUTATIONS ECONOMIQUES

Au mois de mai 2014, les procédures de licenciement collectif et les demandes d'autorisations d'activité partielle sont inférieures au niveau moyen observé depuis quelques mois. Le secteur de la construction continue d'émettre une forte demande pour l'activité partielle.

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de mai 2014

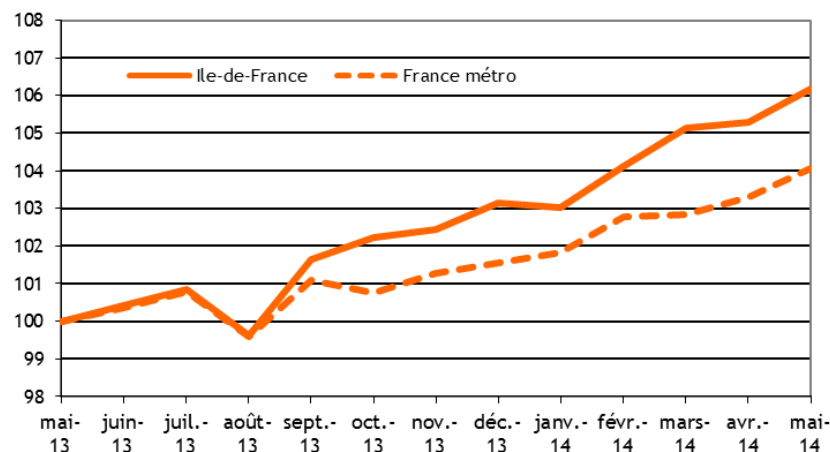
En mai 2014, la demande d'emploi de catégorie A a augmenté en Île-de-France de +0,8 % après correction des variations saisonnières. Elle a augmenté de +0,7 % en France métropolitaine.

En catégorie ABC, le nombre de demandeurs d'emploi enregistrés augmente de +0,3 % dans la région, contre une augmentation de +0,7 % en France métropolitaine.

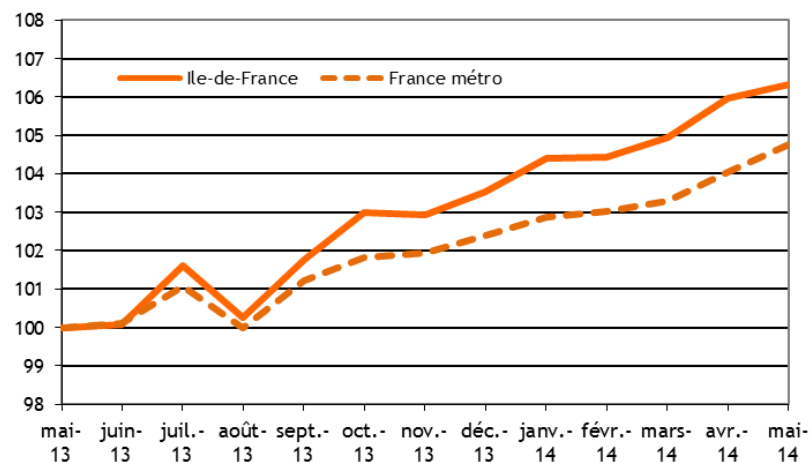
L'augmentation sur un an en catégorie A se trouve portée à +6,2 % en Île-de-France et à +4,1 % en France métropolitaine. En catégorie ABC, le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de +6,3 % en un an, contre +4,8 % en France métropolitaine.

Le mois de mai est marqué par une forte augmentation du nombre de demandeurs de catégorie A, en Île-de-France comme en France métropolitaine. La région francilienne connaît cependant une évolution plus modérée pour les demandeurs de catégorie ABC.

Evolution Ile-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A (données CVS - Indice 100 en mai 2013)



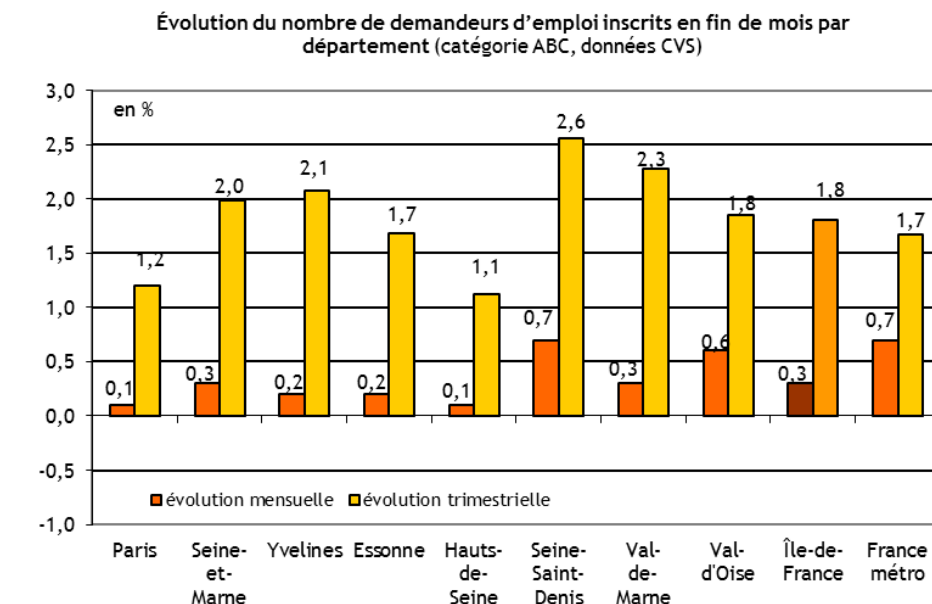
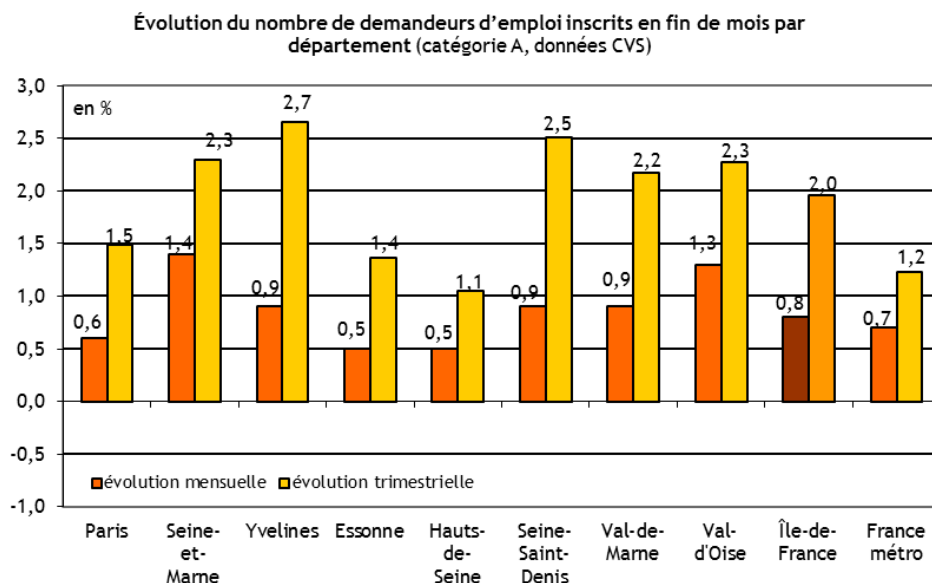
Evolution Ile-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie ABC (données CVS - Indice 100 en mai 2013)



Mai 2014	Ile-de-France	France	Variation sur un mois (%)		Variation sur un an (%)	
			Ile-de-France	France	Ile-de-France	France
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	643 020	3 388 900	0,8	0,7	6,2	4,1
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	890 320	5 020 200	0,3	0,7	6,3	4,8

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de mai 2014

- En mai 2014, tous les départements ont connu une hausse du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A, allant de +0,5 % en Essonne et dans les Hauts-de-Seine, à +1,4 % en Seine-et-Marne.
- En catégorie ABC, le nombre de demandeurs d'emploi augmente aussi dans tous les départements, mais plus modestement, avec des évolutions allant de +0,1 % à Paris et dans les Hauts-de-Seine, jusqu'à +0,7 % en Seine-Saint-Denis.
- Sur un trimestre, la région francilienne connaît toujours une hausse du nombre de demandeurs d'emplois en catégorie A significativement supérieure à celle observée en France métropolitaine.
- En revanche, en catégorie ABC, l'Île-de-France et la France métropolitaine ont connu une augmentation du même ordre sur les trois derniers mois.



CVS	cat. A	évolution mensuelle	cat. ABC	évolution mensuelle
Paris	130 710	0,6	191 450	0,1
Seine-et-Marne	63 760	1,4	89 600	0,3
Yvelines	61 000	0,9	83 980	0,2
Essonne	54 800	0,5	76 770	0,2
Hauts-de-Seine	76 990	0,5	105 520	0,1
Seine-Saint-Denis	114 560	0,9	152 200	0,7
Val-de-Marne	71 870	0,9	97 060	0,3
Val-d'Oise	69 330	1,3	93 740	0,6
Île-de-France	643 020	0,8	890 320	0,3
France métropolitaine	3 388 900	0,7	5 020 200	0,7

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de mai 2014

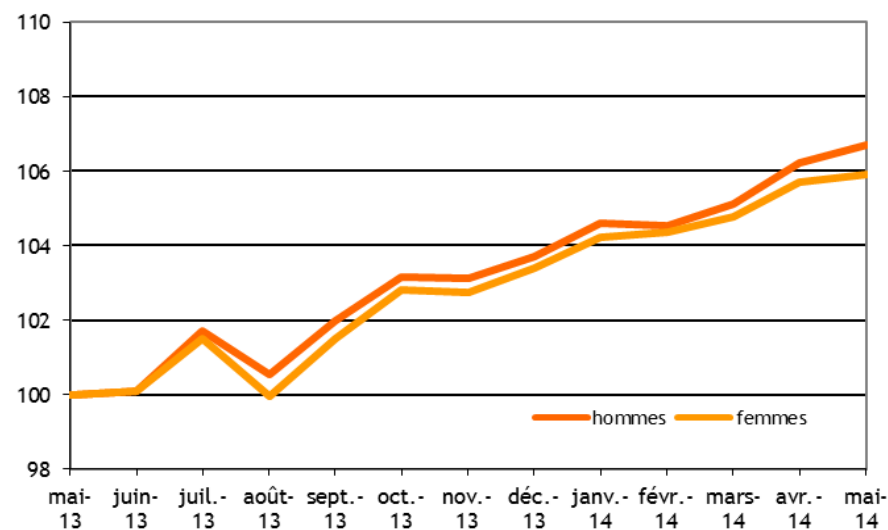
La demande d'emploi selon le sexe (catégorie ABC)

La demande d'emploi des femmes en Île-de-France a augmenté en mai 2014 de +0,2 % et celle des hommes de +0,5 %.

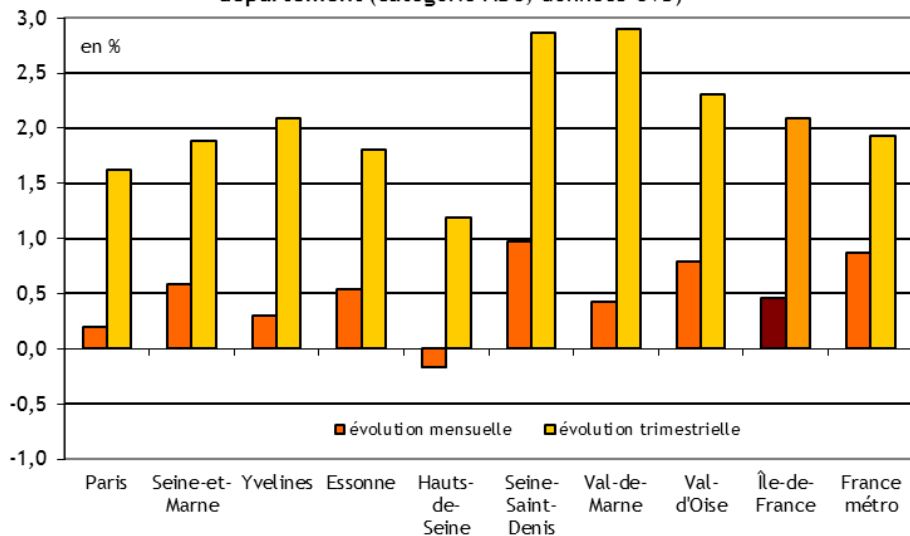
Sur les trois derniers mois, le nombre de demandeuses d'emploi a augmenté de +1,5 %. Pour les hommes, la hausse atteint +2,1 %, l'écart entre hommes et femmes semblant s'accroître. Au niveau national, la hausse trimestrielle est également plus forte pour les hommes (+1,9 %) que pour les femmes (+1,4 %).

Les Hauts-de-Seine est le seul département francilien où la demande d'emploi masculine, en plus d'avoir légèrement diminué, connaît ce mois-ci une évolution plus favorable que celle des femmes.

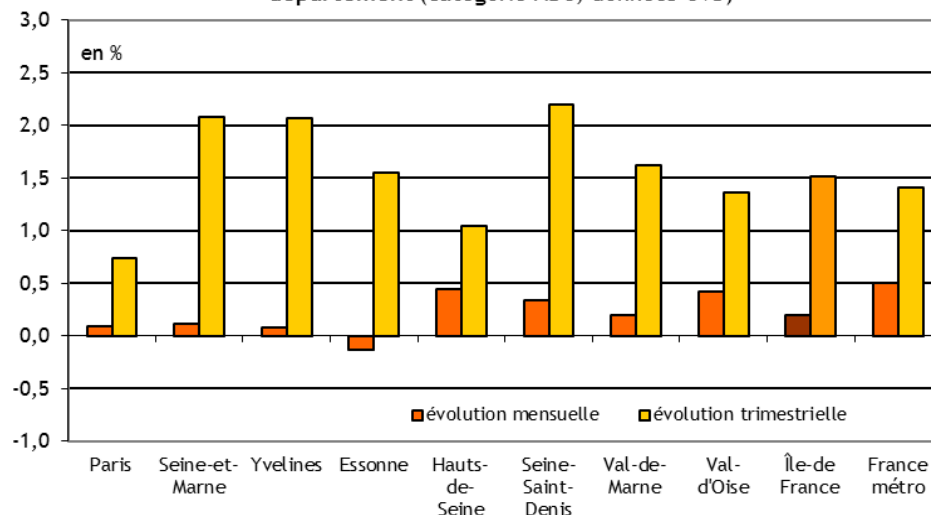
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon le sexe (catégorie ABC, données CVS - indice 100 mai 2013)



Évolution du nombre d'hommes inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Évolution du nombre de femmes inscrites en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS)

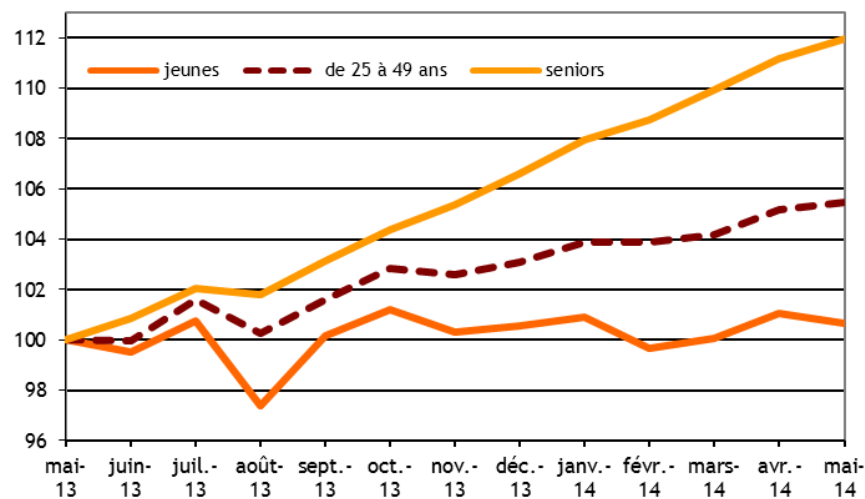


Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de mai 2014

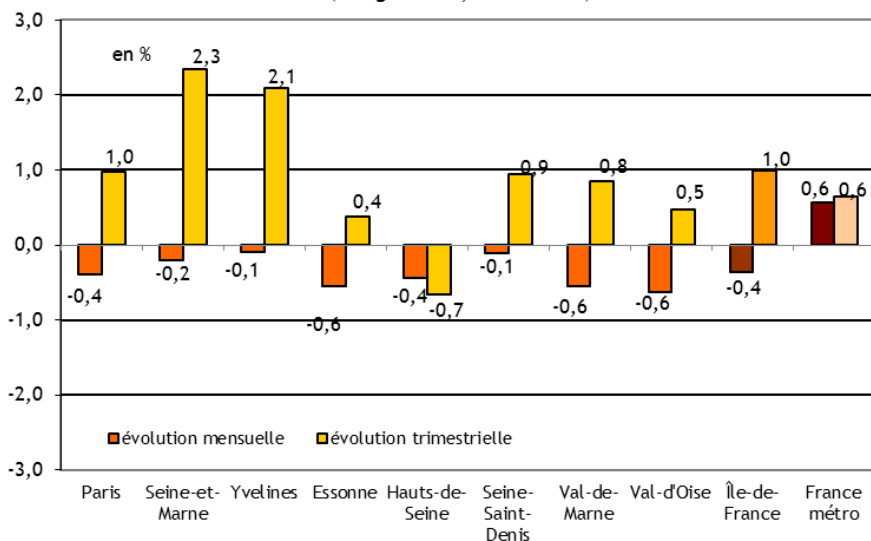
La demande d'emploi selon l'âge (catégorie ABC)

- Le nombre de jeunes inscrits à Pôle emploi diminue de -0,4 % en mai 2014 dans la région et augmente de +0,6 % en France métropolitaine. Sur trois mois, le nombre de jeunes inscrits augmente en Île-de-France (+1,0 %), un peu plus qu'en France métropolitaine (+0,6 %).
- Au cours des trois derniers mois, le nombre de jeunes demandeurs d'emploi a fortement augmenté en Seine-et-Marne et dans les Yvelines. Le département des Hauts-de-Seine est le seul à enregistrer une baisse du nombre de jeunes demandeurs d'emploi.
- Le nombre de demandeurs d'emploi âgés de 50 ans ou plus poursuit sa hausse au mois de mai 2014, en Île-de-France (+0,7 %) comme en France métropolitaine (+0,8 %).

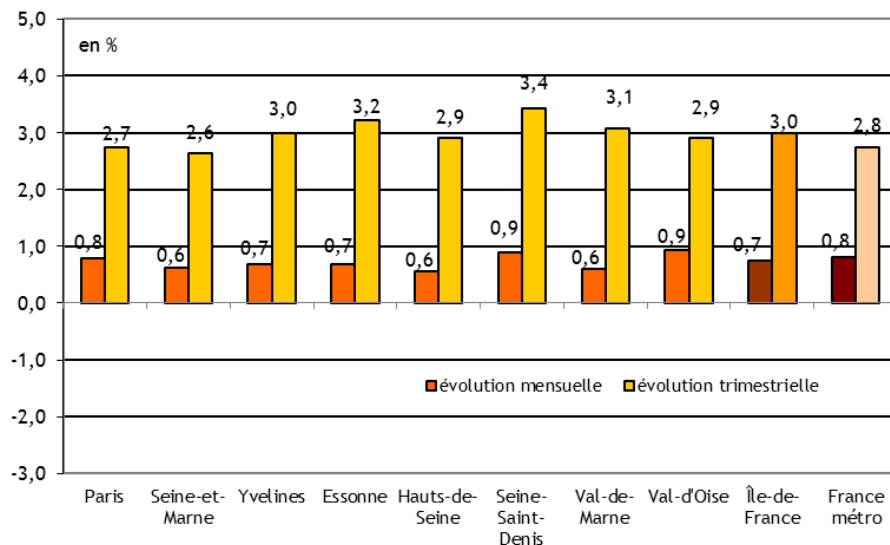
Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois selon l'âge (catégorie ABC, données CVS - indice 100 mai 2013)



Evolution du nombre de jeunes inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Evolution du nombre de seniors inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)

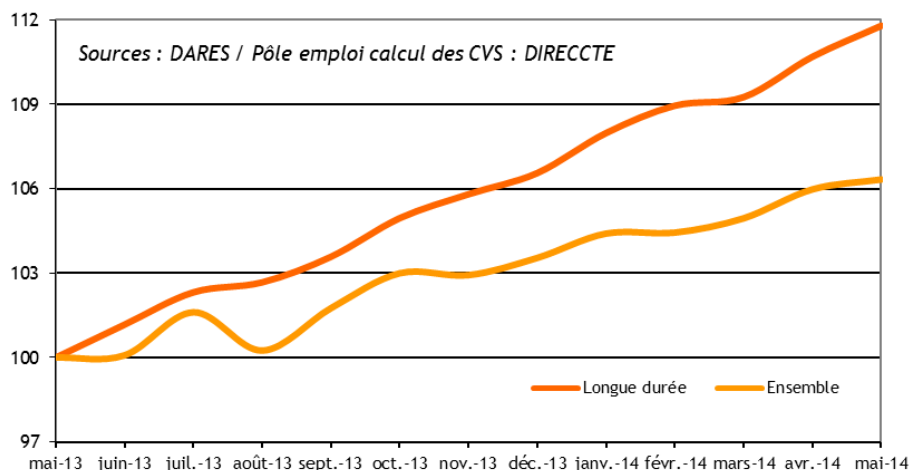


Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de mai 2014

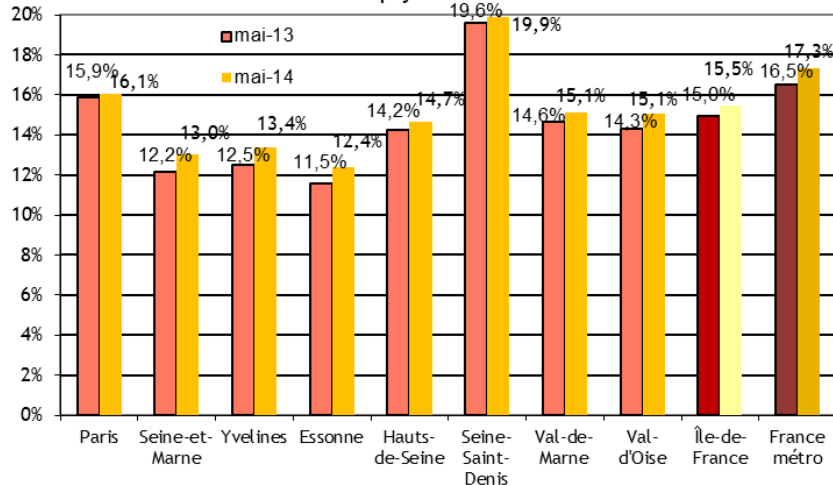
Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA

- En mai 2014, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an a augmenté de +1,0 % en Ile-de-France et de +0,8 % en France métropolitaine.
- En un an, le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée augmente de +11,8 % en région francilienne. Sur la même période, le nombre d'inscrits depuis moins d'un an augmente de +2,7 %.
- La part des demandeurs d'emploi franciliens inscrits depuis un an ou plus atteint 41,8 %.
- 15,5 % des demandeurs d'emploi sont bénéficiaires du RSA en Île-de-France, soit +0,5 point en un an. Cette part continue d'augmenter dans tous les départements de la région.

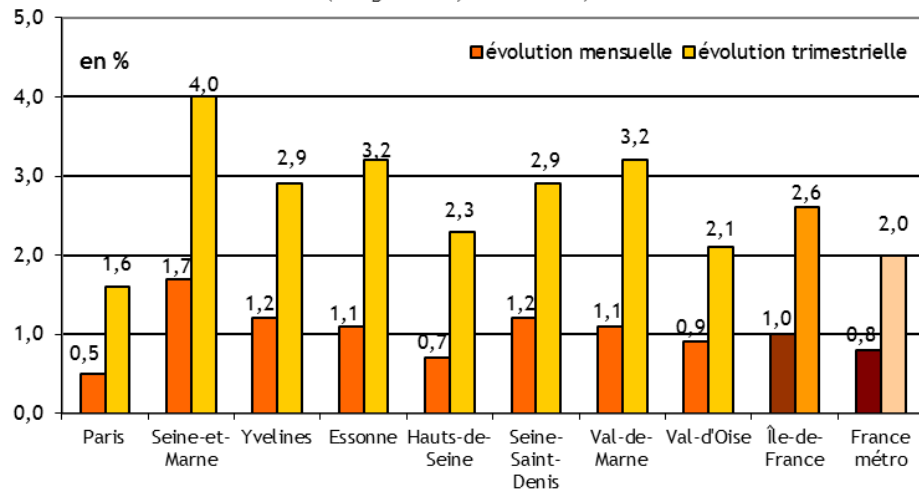
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits depuis plus d'un an (catégorie ABC, données CVS - indice 100 mai 2013)



Part des demandeurs d'emploi (ABC) ayant des droits payables au RSA



Évolution du nombre d'inscrits depuis plus d'un an, par département (catégorie ABC, données CVS)



Les entrées et les sorties à la fin du mois de mai 2014

Les entrées et les sorties de Pôle emploi

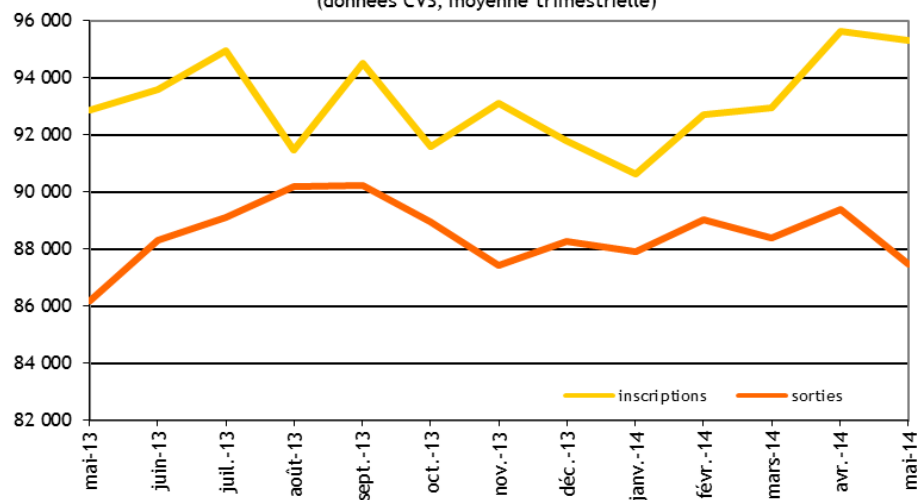
En mai 2014, le nombre d'entrées enregistrées à Pôle emploi ainsi que le nombre de sorties ont connu une baisse par rapport au mois précédent (données corrigées des variations saisonnières).

En moyenne trimestrielle, le nombre d'inscriptions connaît une très légère diminution. Le nombre de sorties affichant une baisse plus importante, l'écart entre les entrées et les sorties continue de progresser.

Parmi les motifs d'entrée, la rubrique « autres cas » concerne 45 % des inscriptions, parmi lesquelles 7 % font suite à des ruptures conventionnelles. Par rapport au trimestre précédent, les premières entrées (9 % des motifs d'inscription au total) et les fins de missions d'intérim (5 % des motifs) ont connu une forte augmentation. Les entrées pour fin de CDD (20 % des motifs) diminuent ainsi que, très légèrement, les entrées suite à licenciement (qui représentent 14 % des motifs).

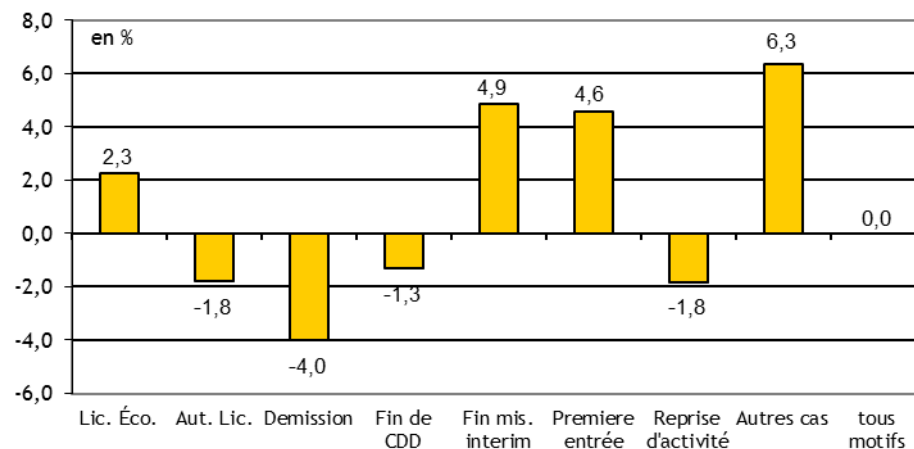
Du côté des sorties, les cessations d'inscription pour défaut d'actualisation représentent 49 % des motifs, ce qui limite la portée de l'analyse. Sur trois mois glissants, les reprises d'emploi déclarées (17 % des motifs) ont diminué et les radiations administratives (9 % des motifs) ont connu une très forte baisse.

Évolution des entrées et des sorties de Pôle emploi en Ile-de-France, au cours des douze derniers mois (données CVS, moyenne trimestrielle)



sources : DARES / Pôle emploi / calcul des CVS : DIRECCTE / SESE

Evolution trimestrielle des entrées à Pôle emploi en Ile-de-France, par principaux motifs (données CVS moyenne trimestrielle)



sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Le taux de chômage au 1^{er} trimestre 2014

➤ Du fait d'une rénovation du questionnaire de l'enquête emploi de l'Insee qui sert à mesurer le taux de chômage, une nouvelle série de données a été publiée à partir du 4^{ème} trimestre 2013, non comparable avec les taux publiés jusqu'à présent. Ces derniers ont été « rétopolés » pour les rendre comparables aux taux qui sont publiés maintenant.

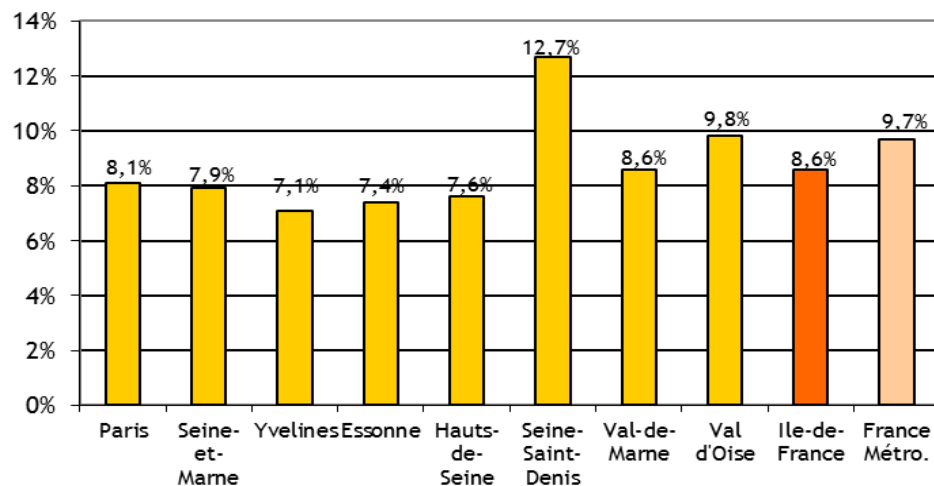
□ Au premier trimestre 2014, le taux de chômage francilien s'est établi à 8,6 % de la population active (valeur moyenne sur l'ensemble du trimestre) selon les estimations de l'Insee, stable par rapport au dernier trimestre 2013. En France métropolitaine, il est également resté stable, à 9,7 % de la population active.

□ Sur un an, le taux de chômage en Île-de-France baisse de -0,1 point ; il baisse de -0,2 point sur l'ensemble du territoire. Le taux francilien reste inférieur de 1,1 point au taux national (hors DOM).

□ Comme au trimestre précédent, le taux de chômage a très peu varié dans les départements franciliens. Il augmente de +0,1 point dans les Yvelines, l'Essonne et la Seine-Saint-Denis, et demeure stable dans le reste de la région.

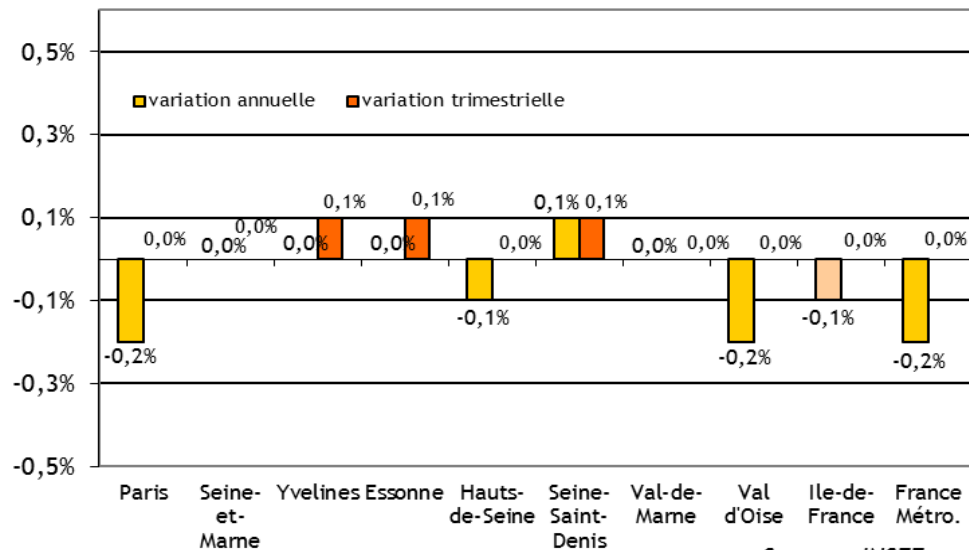
□ Sur un an, seule la Seine-Saint-Denis voit son taux de chômage augmenter légèrement, de +0,1 point.

Taux de chômage localisé au 1^{er} trimestre 2014



Source : INSEE

Évolution du taux de chômage localisé au 1^{er} trimestre 2014



Source : INSEE

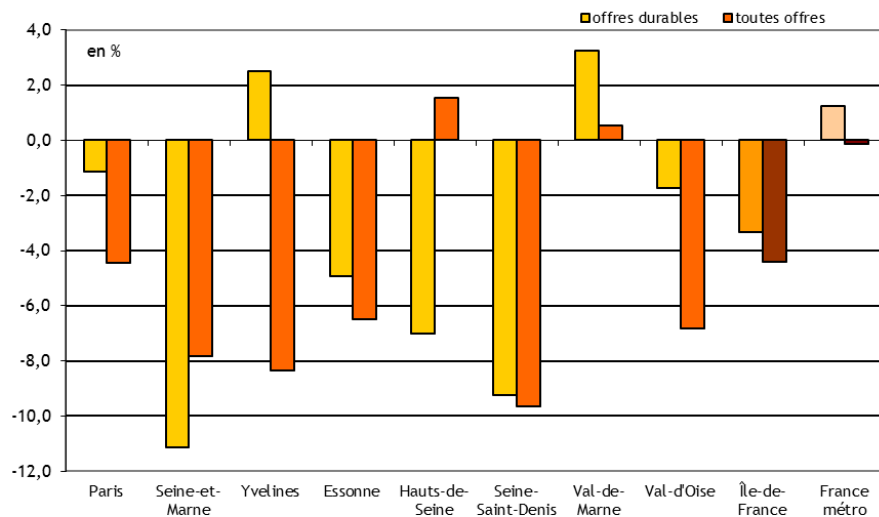
Les offres d'emploi confiées à Pôle emploi à fin mai 2014

En mai 2014, 39 710 offres d'emploi ont été collectées par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS) dont 22 640 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois). Par rapport au mois précédent, on note une baisse pour les deux types d'offres.

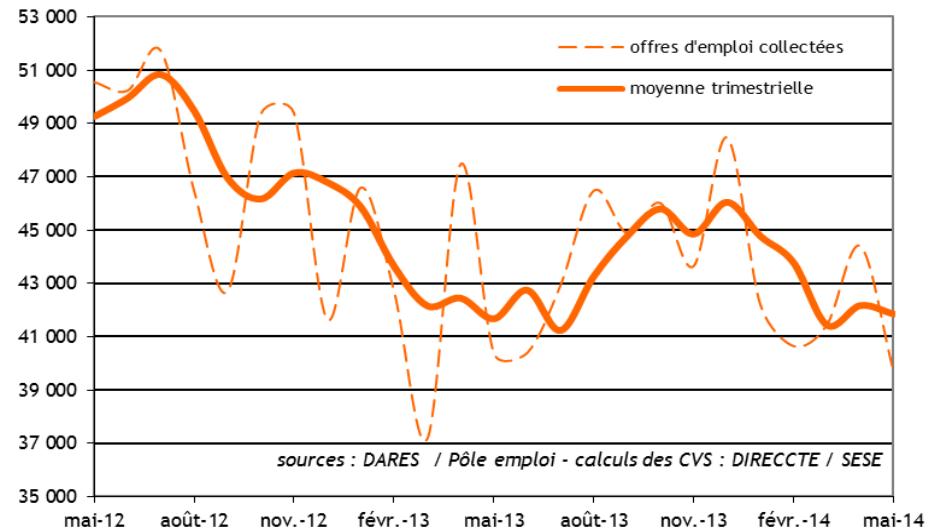
En rythme trimestriel, le nombre d'offres d'emploi collectées dans la région diminue significativement, poursuivant la tendance amorcée depuis fin 2013.

En France métropolitaine, malgré une très forte baisse des offres d'emploi collectées en mai, elles demeurent stables sur trois mois glissants.

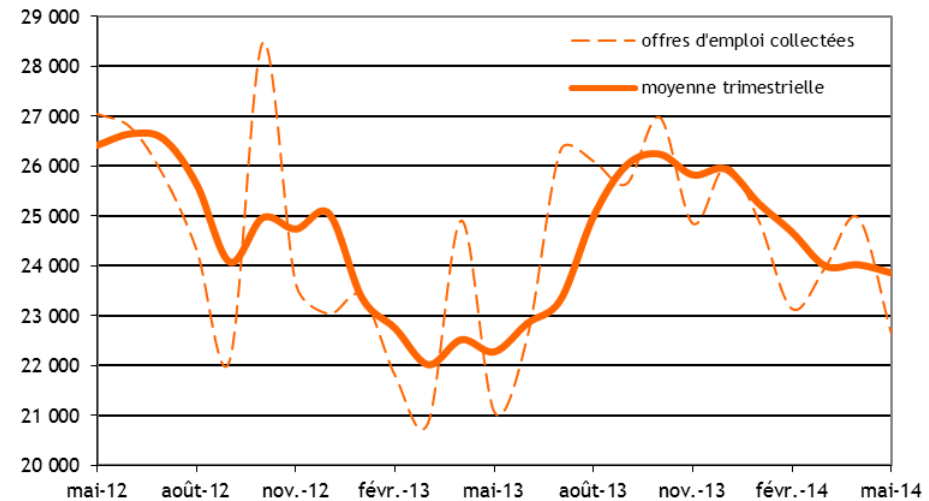
Évolution du nombre d'offres d'emploi enregistrées au cours des 3 derniers mois, par rapport aux 3 mois précédents (données CVS)



Évolution du nombre total d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi depuis avril 2012 (données CVS)



Évolution du nombre d'offres d'emploi durables confiées à Pôle emploi depuis avril 2012 (données CVS)



L'intérim à fin mars 2014

270 300 contrats d'intérim ont été signés au mois de mars 2014 en Île-de-France, ce qui représente, en moyenne journalière, 86 400 emplois en équivalent temps plein (EETP, données CVS).

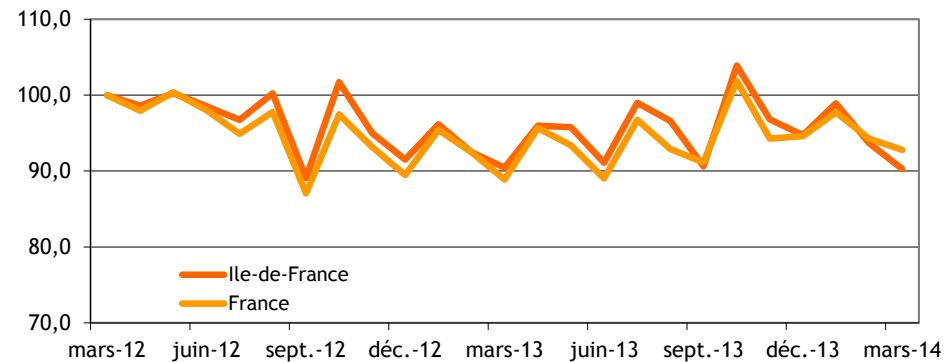
Le nombre de contrats signés a augmenté, alors que le nombre d'intérimaires en EETP a nettement baissé ce mois-ci. En moyenne, sur le 1^{er} trimestre 2014, le nombre d'intérimaires est aussi en diminution : -4,3% par rapport au 4^{ème} trimestre 2013 (données CVS), soit une baisse plus marquée qu'au niveau national.

L'utilisation de l'intérim dans l'industrie baisse après 5 mois de hausses trimestrielles : -1,4 % pour le nombre d'intérimaires en EETP par rapport au 4^{ème} trimestre 2013. En particulier, la métallurgie enregistre un recul de -3,2 % en un trimestre.

On observe un net repli du nombre d'intérimaires dans la construction, le plus fort depuis plus de 5 ans (-9,8 % en données CVS).

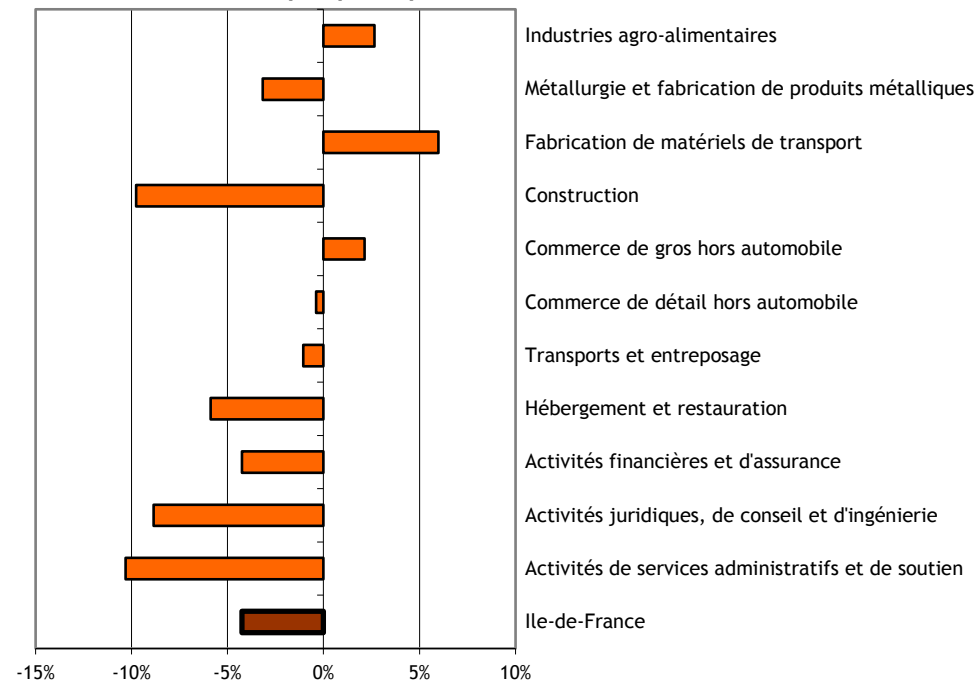
L'intérim est également en baisse dans le tertiaire (-3,3 % par rapport au 4^{ème} trimestre 2013), dans tous les principaux secteurs à l'exception du commerce de gros (+2,1 %) : -10,3 % pour les activités de services administratifs, -8,9 % pour les activités juridiques, de conseil et d'ingénierie. Ce recul est moins important pour le commerce de détail et le transport / entreposage (resp. -0,4 % et -1,1 %).

Evolution du nombre moyen d'intérimaires en EETP (données CVS/CJO - base 100 à fin mars 2012)



Source : Pôle emploi, calcul des CVS : DIRECCTE-SESE

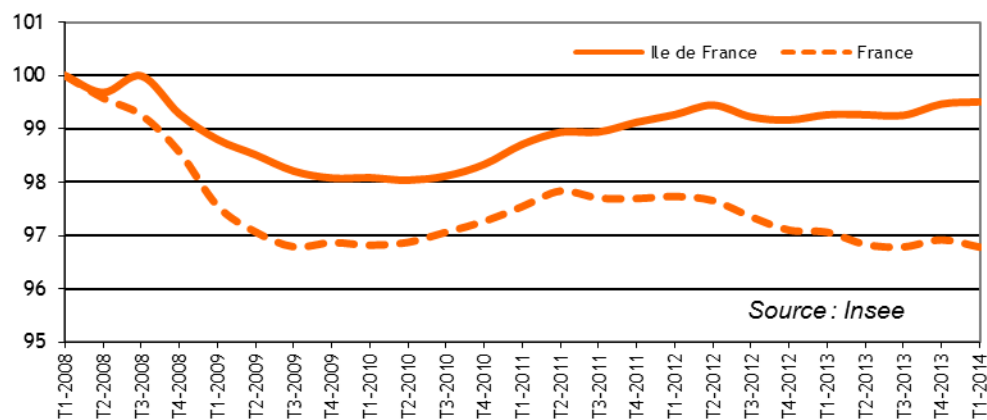
Evolution trimestrielle du nombre moyen d'intérimaires en EETP par principaux secteurs d'activité



Source : Pôle emploi, calcul des CVS : DIRECCTE / SESE

L'emploi salarié au 1^{er} trimestre 2014

Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands, depuis le 1^{er} trimestre 2008 (données CVS)



Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

Evolution de l'emploi salarié dans les activités marchandes par département (données CVS)	Nombre d'emplois au 1er trimestre 2014	Evolution trimestrielle (par rapport au 4 ^{ème} trimestre 2013)		Evolution annuelle (par rapport au 1er trimestre 2013)	
		Niveau	%	Niveau	%
Paris	1 281 502	7 678	0,6	11 867	0,9
Seine-et-Marne	300 904	-178	-0,1	-1 205	-0,4
Yvelines	367 103	-6 144	-1,6	-6 628	-1,8
Essonne	300 164	1 251	0,4	2 600	0,9
Hauts-de-Seine	814 377	-1 021	-0,1	-572	-0,1
Seine-Saint-Denis	394 470	588	0,1	4 777	1,2
Val-de-Marne	356 304	410	0,1	587	0,2
Val-d'Oise	262 261	-885	-0,3	-1 486	-0,6
Ile-de-France	4 077 085	1 699	0,0	9 940	0,2
France métropolitaine	15 432 600	-21 800	-0,1	-44 600	-0,3

Source : Insee

Après une légère augmentation au dernier trimestre 2013, le nombre d'emplois salariés au premier trimestre 2014 a peu évolué en Île-de-France dans les secteurs principalement marchands (+1 700 emplois, soit +0,0 %), selon les estimations provisoires de l'Insee. En France métropolitaine, il baisse de -0,1 %.

Sur un an, l'emploi francilien a augmenté de +0,2 %, alors qu'il a diminué de -0,3 % en France métropolitaine.

Les départements franciliens connaissent, selon ces estimations provisoires, des évolutions très différentes au premier trimestre. L'emploi salarié marchand augmente nettement à Paris (+0,6 %, plus de 7 000 postes gagnés) et en Essonne (+0,4 %, soit plus de 1 000 postes). Dans le même temps, les Yvelines perdent plus de 6 000 postes (-1,6 %).

En rythme annuel, on observe aussi des situations très disparates selon les départements, mais qui vont globalement dans le sens des évolutions de ce trimestre. Paris, l'Essonne et la Seine-Saint-Denis enregistrent un gain de postes par rapport au premier trimestre 2013. En revanche les Yvelines, le Val-d'Oise et la Seine-et-Marne enregistrent une diminution de l'emploi salarié marchand.

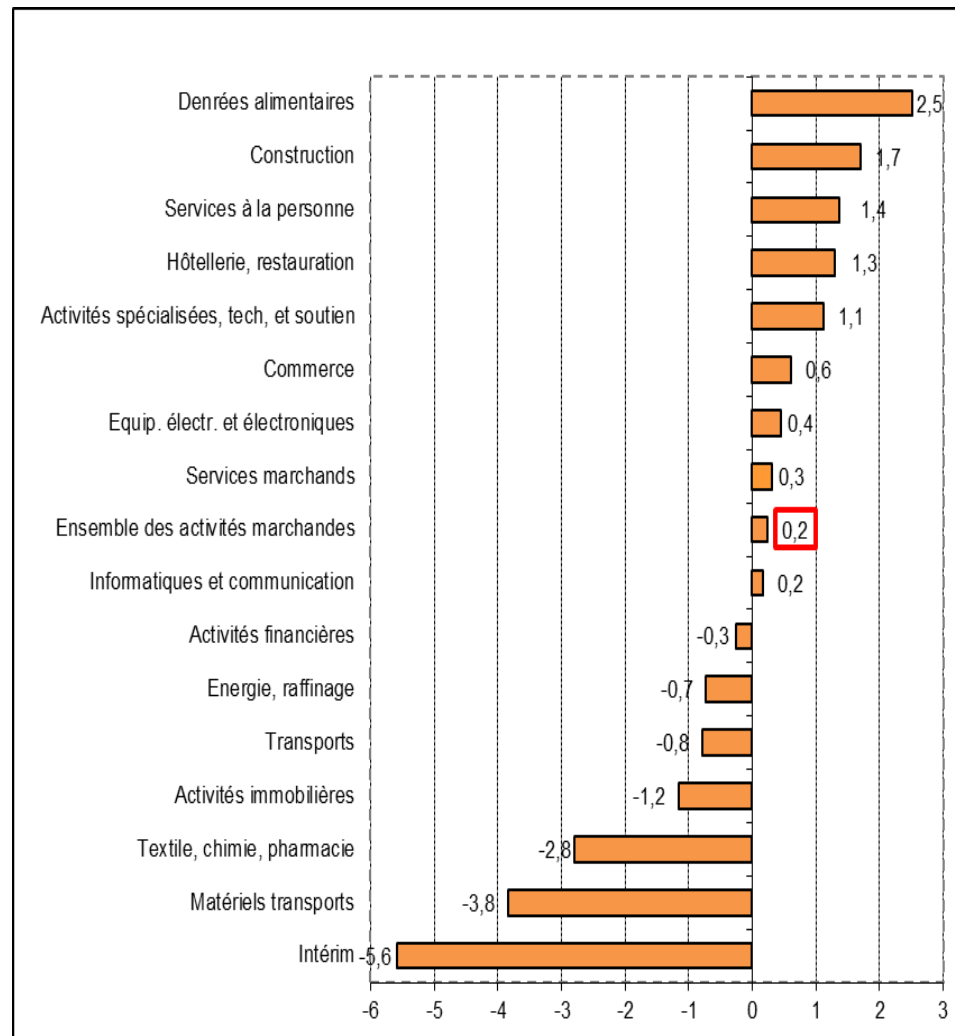
L'emploi salarié au 1^{er} trimestre 2014

❑ Au premier trimestre 2014, le nombre d'emplois dans l'industrie baisse à nouveau légèrement en Île-de-France (-0,2 %). Le nombre d'emplois a augmenté dans le secteur du commerce (+0,4 %) et très légèrement dans celui de la construction (+0,1 %). Dans les services marchands, l'emploi reste stable.

❑ En un an, la construction a créé plus de 4 500 emplois dans la région (+1,7 %). Le commerce enregistre une hausse de plus de 4 000 emplois (+0,6 %). Seule l'industrie connaît une baisse de l'emploi salarié marchand, avec un peu moins de 7 000 emplois perdus (-1,5 % sur un an). En son sein, le secteur des « autres industries manufacturières » (pharmacie, chimie...) perd 5 000 emplois et celui des matériels de transports perd 3 000 emplois.

❑ Les services marchands ont gagné 8 000 emplois (+0,3 % sur un an), mais on observe des évolutions différentes selon les services. 9 800 postes ont été créés dans le domaine des services spécialisés aux entreprises (conseil, ingénierie...) parmi lesquels 5 300 postes pendant le seul premier trimestre 2014. A l'inverse, l'intérim perd 4 800 emplois sur un an, du fait d'une forte perte de 6 200 emplois au premier trimestre 2014. L'hôtellerie et restauration et les services à la personne gagnent respectivement 3 700 et 3 300 postes. Le secteur des transports enregistre une baisse 2 900 postes.

Évolution annuelle en % de l'emploi salarié en Île-de-France entre le 1^{er} trimestre 2013 et le 1^{er} trimestre 2014, dans les principaux secteurs d'activité marchands (données CVS)



Source : INSEE - estimations trimestrielles d'emploi

L'activité partielle en mai 2014

En mai dernier, 99 demandes d'autorisations d'activité partielle ont été adressées à la Direccte. Ce chiffre est le plus faible depuis le début de l'année.

Elles correspondent à 396 852 heures de travail autorisées à être chômées, soit -57 % par rapport au mois précédent.

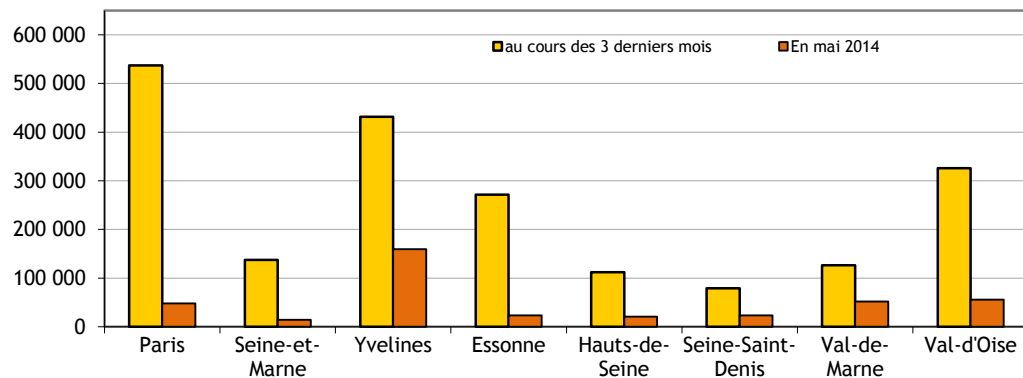
Le département des Yvelines cumule 40 % des heures demandées ce mois-ci dans la région. La grande majorité de ces heures est concentrée dans deux demandes : plus de 89 000 heures pour un établissement de réparation de matériels électroniques et optiques et près de 61 000 heures au bénéfice d'un constructeur automobile.

Le Val-d'Oise est le deuxième département le plus touché avec 14 % des heures demandées. Cela s'explique par la demande d'une entreprise de transport.

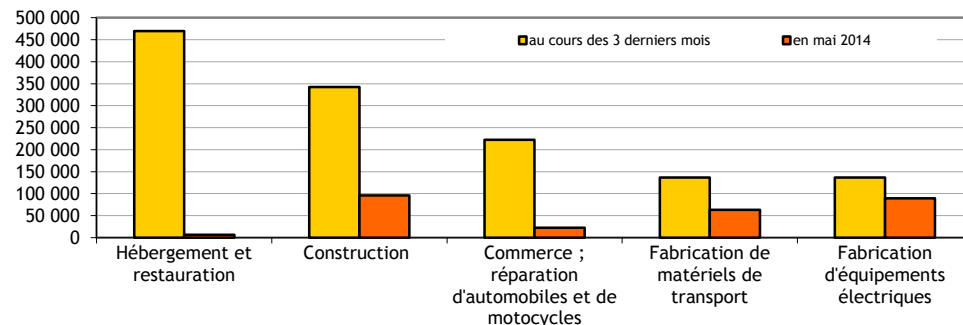
Le secteur de la construction a demandé 96 211 heures réparties en 35 demandes ce mois. Pour le cinquième mois consécutif, ce secteur est celui qui notifie le plus grand nombre de demandes.

Le secteur de l'hébergement et restauration concentre plus de 23 % des heures autorisées ces trois derniers mois du fait des demandes de quelques grands établissements en rénovation.

Heures autorisées par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'heures autorisées

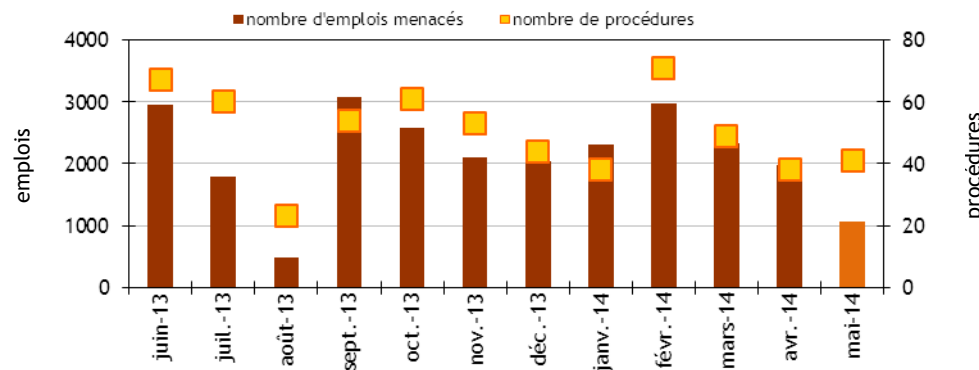


Répartition par territoire gestionnaire	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations en mai	99	19	8	13	7	10	14	12	16
cumul 2014	650	115	72	98	75	68	60	58	104
Heures associées en mai	396 852	47 949	14 370	159 595	23 320	20 913	23 259	51 659	55 787
cumul 2014	2 942 942	701 289	219 770	579 828	310 152	339 507	125 515	264 481	402 400
Salariés concernés en mai	2 476	152	32	1 964	60	48	46	88	86
cumul 2014 (sans doubles comptes)	10 327	1 410	763	3 466	1 456	1 155	302	681	1 094

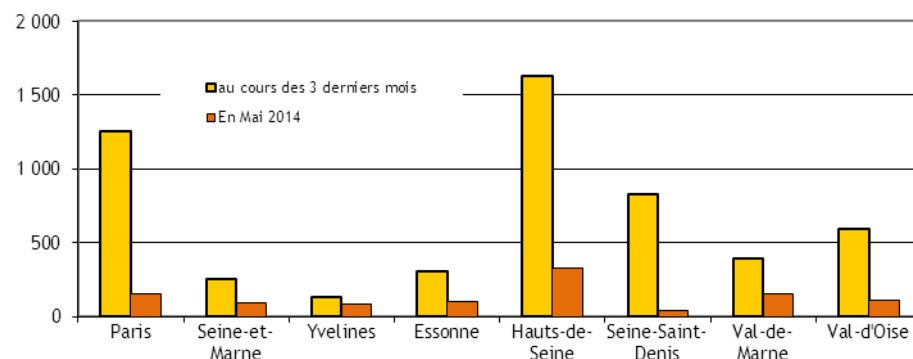
Les procédures de licenciement collectif en mai 2014

- En mai, 41 procédures concernant 1 978 emplois ont été notifiées aux services de la Direccte.
- Ce volume est relativement faible. Le nombre mensuel d'emplois menacés a été inférieur à ce chiffre seulement à 10 reprises depuis janvier 2008.
- Parmi ces emplois, 411 seront perdus pour cause de liquidations judiciaires.
- Ce mois-ci, aucun département n'est profondément affecté par les procédures de licenciement collectif. Toutefois, le département qui concentre le plus d'emplois menacés en proportion de l'emploi local est le Val-de-Marne.
- Le département de la Seine-Saint-Denis est particulièrement préservé, avec seulement 40 emplois potentiellement détruits.
- Les trois secteurs les plus affectés en proportion de leur emplois franciliens connaissent une diminution régulière de l'emploi salarié depuis le début de la crise.
- Il s'agit des secteurs du travail du bois, de la métallurgie et de la fabrication de produits informatiques.

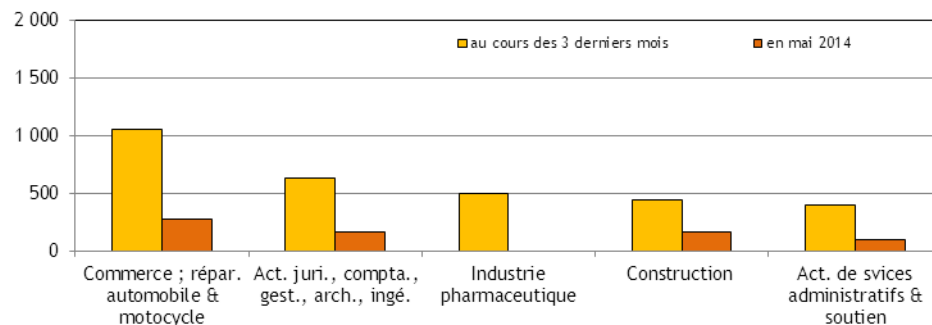
Emplois menacés et procédures au cours des 12 derniers mois



Emplois menacés par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'emplois menacés



Répartition par territoire impacté	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Procédures en mai	41	6	5	2	3	10	2	8	5
cumul 2014	237	45	24	17	22	57	19	29	24
Salariés concernés	1 062	155	88	86	100	325	40	155	113
cumul 2014	10 647	2 203	528	636	865	2 453	1 986	928	1 048